

PHASE 3

LA GRÈVE COMMENCE ICI

13 FÉVRIER – 22 MARS

Avant de déclencher la grève, la CLASSE doit tout d'abord construire l'impression qu'elle est devenue inévitable. Elle ne peut gravir la dernière marche de l'escalade des moyens de pression sans prouver que, la médecine douce n'ayant pas suffi à convaincre le gouvernement de renoncer à la hausse des frais de scolarité, il ne reste plus qu'à partir en grève générale illimitée. En réalité, le matériel de mobilisation présente la grève comme unique horizon depuis le début de la campagne, au bas mot deux ans. Mais, conformément au synopsis-type du syndicalisme, le débrayage ne peut survenir que comme le moyen ultime d'un mouvement de contestation qui aurait épuisé toute autre possibilité. Un grand soin est donc porté à construire l'image de l'escalade, par une succession d'actions inéluctablement vouées à l'échec¹. À cet effet, les Fédérations étudiantes et l'ASSÉ organisent dès le 10 novembre 2011 une manifestation conjointe contre la hausse des frais de scolarité. Elles menacent de débrayer si le gouvernement refuse de négocier. Il faut bien un refus formel avant d'ouvrir les

1. «Depuis un an et demi, le mouvement étudiant effectue différentes actions pour bloquer la hausse des frais de scolarité. Des représentant-e-s étudiant-e-s ont tenté de discuter de bonne foi avec le gouvernement pour lui faire entendre raison, mais sans succès. Le 6 décembre 2010, des milliers d'entre nous se rendirent à Québec pour manifester contre la hausse et nous fîmes plus de 30 000 à signer une pétition dans ce même but. Des actions symboliques furent organisées aux quatre coins du Québec et des rassemblements étudiants perturbèrent les activités du Parti libéral. Nous fîmes irruption dans les bureaux du ministère des Finances ainsi que dans ceux des recteurs pour démontrer que le mouvement étudiant ne reculera pas. Le 31 mars 2011, c'était plus de 60 000 étudiant-e-s qui étaient en grève pour cette même cause. Le 10 novembre, nous étions 30 000 dans la rue. Mais c'est toujours la même réponse: Charest refuse obstinément d'écouter la population. Il va falloir monter le ton !», texte sur le site internet de la CLASSE, bloquonslahausse.com.

hostilités. C'est le coup de départ d'une longue suite d'ultimatums, la première dernière chance. La mobilisation pour la manif étonne par son ampleur. Dans l'atmosphère de répétition générale les esprits s'échauffent déjà, donnant lieu à quelques empoignades avec les flics, qui sont tout autant en phase préparatoire. Ensuite, le 27 janvier 2012 une manif se rend devant les bureaux du Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport. Les policiers sont d'emblée très agressifs envers les manifestants qui se contentent pour leur part d'une résistance passive, en cordon derrière leur banderole. Le SPVM² déclare dès le départ la guerre à la grève, et un des policiers va jusqu'aux poings. Cette violence gratuite est filmée, diffusée sur internet, et fait assez scandale pour qu'il en soit question dans les journaux. Alors que la grève n'a pas encore commencé, les brutalités policières font plus événement que par la suite, lorsqu'elles deviendront une affaire quotidienne. La CLASSE en profite pour demander une condamnation de la bévue par Line Beauchamp, la ministre de l'Éducation, et crée un Fonds de Défense³ pour les arrêtés. La police frappe la première, et permet à la CLASSE de jeter les gants.

BOULE DE NEIGE

À l'entrée de la session d'hiver 2012, le mouvement étudiant est en mesure de déclarer qu'il n'a plus le choix:

L'éducation est la base d'une société libre et démocratique. [...] Les multiples tentatives du mouvement étudiant visant à établir un dialogue avec le gouvernement libéral sont restées sans réponses. Face à ce mélange

2. Service de Police de la Ville de Montréal

3. « Nous souhaitons ainsi empêcher que quiconque soit laissé-e seul-e face à un système de justice inaccessible autant dans ses coûts que dans ses procédures. Dans une perspective de solidarité, toute personne arrêtée dans le cadre du mouvement étudiant sera soutenue par le comité légal si elle le souhaite. Ce fonds n'est donc pas exclusivement destiné aux membres de l'ASSÉ ou de la CLASSE », texte de création du Fonds de Défense.

d'arrogance et d'indifférence, nous sommes contraints d'intensifier nos moyens de pression afin d'être entendus et écoutés. L'avenir du Québec nous tient à cœur et il est hors de question que nous laissions l'éducation devenir encore plus un privilège pour les mieux nantis⁴.

Le kit de déclenchement de grève élaboré au sein de la CLASSE trouve l'occasion de faire ses preuves. Avec une exactitude presque notariale, la grève sera votée sur la base de revendications précises, similaires dans toutes les associations, conformément à la feuille de route. D'une part, cette uniformité veut conférer à la grève un caractère de légitimité inébranlable, calquée sur le syndicalisme ouvrier. De l'autre, elle cherche à assurer une offensive en bloc, en fixant des planchers minimaux pour le déclenchement de la grève. Les associations qui entrent en grève s'assurent ainsi de ne pas faire cavalier seul. Une proposition de grève typique – celle-ci venant de l'Association Facultaire Étudiante des Lettres, Langues et Communication de l'UQAM (AFELLC) – se lit comme suit:

CONSIDÉRANT que le dégel du gouvernement représente une augmentation de 30 % des frais de scolarité et réduit donc l'accessibilité aux études;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des prêts et bourses est insuffisante pour réellement assurer une accessibilité à tous et à toutes;

CONSIDÉRANT la position des membres de l'AFELLC-UQAM quant au financement des études postsecondaires qui fut adopté comme suit: «Contre toute hausse de frais de scolarité et de frais afférents et pour un réinvestissement majeur en éducation dans une perspective de gratuité scolaire.

CONSIDÉRANT que la grève est un outil collectif pouvant nous permettre d'aller négocier avec le gouvernement;

CONSIDÉRANT que la grève est aussi une plate-forme de conscientisation et un moyen permettant d'effectuer encore plus d'actions et ainsi, d'augmenter la pression sur le gouvernement;

4. Communiqué du vote de grève, <http://declarationdegreve.wordpress.com/>

CONSIDÉRANT les valeurs humanistes qui ont poussé et qui poussent encore l'AFELLC-UQAM à lutter pour la justice sociale et l'accessibilité aux études et la volonté de ses membres d'agir;

Que l'AFELLC-UQAM se dote d'un mandat de grève générale illimitée;

Qu'un plancher de 7 associations et 25 000 étudiants et étudiantes soit établi;

Que cette grève soit reconductible à toutes les semaines;

Que les cours de stage ou préparatifs aux stages soient maintenus;

Que les membres de l'AFELLC s'engagent moralement à donner un nombre d'heures proportionnel au nombre d'heures de cours suivi par semaine au mouvement de grève qui s'organise, au moment du déclenchement de la grève générale illimitée.

Que nos revendications soient:

Contre toute hausse de frais de scolarité et de frais afférents pour un réinvestissement majeur en éducation dans une perspective de gratuité scolaire, c'est-à-dire une réduction des frais graduelle.

Que soient considéré-e-s les étudiants internationaux et étudiantes internationales.

Dès le début du semestre, plusieurs associations locales votent des débrayages à retardement, et l'attente de l'atteinte des planchers de déclenchement devient le centre de l'attention de milliers d'étudiants. Le plancher minimal de 20 000 étudiants est finalement atteint le 13 février, et les déclarations de grève commencent à déferler. À l'UQAM et à l'Université Laval à Québec d'abord, mais les facultés universitaires en grève sont bientôt rejointes par les cégeps, à commencer par celui du Vieux-Montréal, dès le 16 février. La semaine suivante, la grève fait boule de neige alors que plusieurs départements de l'Université de Montréal s'y joignent, portant à 28 500 étudiants le nombre de grévistes. Les établissements plus éloignés de Montréal ne sont pas en reste: on débraye de Sorel-Tracy jusqu'à Mont-Laurier, en passant par Gatineau. Là où les votes de grève ne passent pas, on décide d'élever les planchers dans l'espoir qu'ils soient bientôt atteints. Le baromètre monte et il n'y aura pas de retour en arrière.

La CLASSE adopte alors son plan d'action national, que les associations locales n'ont qu'à adopter tel quel en AG. Ce plan inclut une série de dates prévues pour des actions, allant jusqu'à la fin mars. La CLASSE recommande par la même occasion de prendre «tous les moyens nécessaires pour informer ses membres sur les conséquences possibles entourant la participation à ce genre de manifestation»⁵. Les grévistes ont dès le départ un horaire chargé, avec un calendrier rempli de blocages, d'occupation et de manifestations. Le caractère irrésistible de la grève se confirme bientôt avec l'entrée en grève de plusieurs associations affiliées aux Fédérations étudiantes, malgré leur frilosité coutumière. Ces dernières initient même quelques actions, bien qu'elles demeurent fortement encadrées par le service d'ordre. À leur appel, une conférence ministérielle est perturbée le 6 février, et trois jours plus tard ils envoient plusieurs centaines de leurs membres devant les portes d'un caucus du Parti libéral. Ces manifestations, malgré leur caractère bon enfant, annoncent la montée de la mobilisation.

Pendant ce temps, le gouvernement adopte des mesures pour contrer la vague qui approche. La ministre de l'Éducation ordonne aux enseignants de faire fi des lignes de piquetage. Son attachée de presse l'affirme sans ambages: «les gens ont le droit de s'exprimer, mais ils ont aussi le droit de franchir les lignes de piquetage»⁶: euphémisme pour ne pas nommer les forces en présence. Mais l'effort le plus soutenu des larbins du Parti Libéral est d'ordre linguistique. Il s'agit de ne faire aucune concession à la grève, en refusant systématiquement de la nommer comme telle. Les ministres le répètent aux médias, qui acquiescent à l'ordre: il faut, en vérité, parler de «boycott», puisque le droit de grève n'existe officiellement que dans le monde du travail, point à la ligne. Les étudiants qui «font le choix» de ne pas se présenter à leurs cours ont «le droit» de le faire en tant qu'individus, mais nulle part le droit de grève étudiante n'est mentionné dans les textes

5. extrait d'un PV d'assemblée générale.

6. « Les enseignants invités à franchir les piquets de grève ». *La Presse*. 18 février 2012.

de loi. En ce sens, une initiative collective de grève étudiante est nécessairement hors-la-loi. Pour deux mois encore, le gouvernement ne dira rien d'autre que cela, pour tout le reste il maintiendra le silence: répondre à la grève serait déjà reconnaître son existence. Il faudra donc que le mouvement martèle à tout vent son existence, qu'il force le Québec à en prendre compte, quitte à le prendre au col. La guerre sémantique a déjà commencé, et la guerre des rues ne saurait tarder.

Au-delà des efforts pour étendre le débrayage, les grévistes doivent trouver les moyens de le faire respecter en s'assurant que tous les cours sont bel et bien levés, tout en faisant monter la pression par l'attaque de lieux de pouvoir symboliques. Le matin du 16 février, la CLASSE investit une action de blocage de la tour de la Bourse de Montréal, prévue depuis longtemps par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, dont elle est membre. Comme le veut la tradition d'action directe propre à l'ASSÉ, plusieurs centaines de personnes bloquent les portes dès 7 h 30, avant l'arrivée des employés, et essaient de tenir jusqu'à l'intervention policière. D'autres types d'actions fleurissent par ailleurs, dont plusieurs variations sur le thème du carré rouge, symbole dont la force de contagion fait rapidement ses preuves. Simple, facile à réaliser et visuellement sans équivoque, le carré rouge se diffuse comme une traînée de poudre⁷. La grève donne l'occasion de tout carrérougiser, que ça soit en faisant du «yoga en rouge» dans un parc ou en tenant une lecture collective à la bibliothèque en rouge. Pour la Saint-Valentin, un die-in est organisé devant l'Assemblée Nationale à Québec, alors qu'à Montréal a lieu un mariage symbolique entre les étudiants et l'Aide Financière aux Études pour les «unir par les liens sacrés de la dette». Dans la même veine, des étudiantes de théâtre à l'UQAM prennent le métro d'assaut avec la ligne rouge: pendant des semaines, elles entreront

7. Le carré rouge fait référence au fait que les étudiants seraient «carrément dans le rouge». Il avait déjà été utilisé en 2005, mais n'a fait l'objet d'une telle massification qu'en 2012.

vêtues de rouge sur une ligne du Métro et en ressortiront à la station suivante pour «sensibiliser le plus de monde possible»⁸.

Les premières semaines de la grève sont donc entièrement affectées à l'augmentation de la mobilisation. Désertant leurs campus, les grévistes se déplacent dans les cégeps les plus éloignés pour étendre le mouvement, et restent branchés en permanence sur le site internet de la CLASSE où s'actualise en temps réel le nombre d'étudiants en grève. Toutes les attentions sont portées sur ce chiffre indicateur du succès de la mobilisation, qui monte d'ailleurs beaucoup plus vite que prévu. En ces temps froids, la montée du thermomètre est vécue comme présage du printemps à venir. Ce n'est qu'en mars, lorsque les chiffres dépasseront toute espérance, que la grève perdra cette apparence de téléthon qui en marque les débuts.

TROP OCCUPÉS POUR OCCUPER

Disons-le d'emblée: le soulèvement québécois de 2012 ne sera pas une grève d'occupation. Contrairement à la grande majorité des grèves étudiantes des dernières années, que ce soit en Californie, en Angleterre, en France ou en Italie, aucun campus universitaire ne sera durablement investi au Québec. La seule tentative sérieuse d'occupation aura lieu au Cégep du Vieux-Montréal, le soir même de son entrée en grève, le 16 février. Comme le veut la tradition, une grève étudiante ne commence réellement qu'avec une «occup'du Vieux». Situé au cœur du Quartier latin, son nombre restreint d'entrées en fait le lieu idéal pour une occupation. En retour, l'administration, consciente de cette importance stratégique, est résolue à empêcher l'occupation par tous les moyens possibles. Elle veut envoyer un signal fort: aucune occupation ne sera tolérée, quitte à défoncer un mur de briques pour la briser, en contournant

8. « C'est le mouvement underground du moment, car l'action se déroule sous terre. La ligne rouge est une ligne parallèle, qui se veut être artistique et performative. Nous souhaitons nous étendre jusqu'à la ligne bleue, afin de mobiliser des étudiants de l'Université de Montréal ».

les barricades de chaises dans les escaliers, pour arrêter tous les réfractaires. Pressentant le danger, une bonne partie des occupants déserte les lieux à l'heure du dernier métro, avant même l'arrivée de la police, laissant à une poignée d'irréductibles le soin de tenir les barricades la nuit durant. 29 d'entre eux sont interpellées, et accusés «d'attroupement illégal, d'avoir gêné l'exploitation légitime du Cégep du Vieux-Montréal, de méfait à l'égard d'un bien de plus de 5000\$ et d'entrave au travail des policiers»⁹. C'est dès le départ un des moyens fondamentaux de la grève qui est frappé d'interdiction. Les occupations alimentent la grève, et le pouvoir impose un embargo pour l'affamer. Cette intransigeance de l'administration, additionnée à l'hostilité ambiante des bâtiments scolaires truffés de caméras et d'agents de sécurité, entraînera pour le reste de la grève une relative désertion des campus de la part des grévistes. Non seulement il n'y aura plus d'autres tentatives de mettre la main sur des bâtiments scolaires par la suite, mais leur centralité traditionnelle sera perdue: les grévistes préféreront aller jouer dehors.

De toute évidence, le terrain perdu en termes d'occupation de territoire est proportionnellement gagné en mobilité dans la rue. L'échec de l'occupation du Vieux-Montréal détermine en partie le caractère d'extrême mobilité que prendra la grève, coupure fondamentale par rapport aux grèves précédentes. Déterritorialisée, la grève se fera un territoire mobile, coïncidant avec sa situation ponctuelle. De sorte que ce sera bientôt la ville entière qui sera occupée par la menace d'une réappropriation. C'est là un choix motivé stratégiquement: il est bien plus difficile de frapper le mouvant que l'immobile, le furtif que le permanent. Sur un territoire hostile et dépourvu de zone de repli, la grève devra se contenter de ronger la ville de l'intérieur. Sans cette confiscation de territoire de base, il n'est pas certain que la grève aurait donné à ce point dans la vitesse et l'offensive.

Puisque les festivités lui sont interdites, le débrayage durcit le ton en adoptant la plus dérangeante des tactiques: le blocage, qui double

9. «Occupation du Cégep du Vieux-Montréal: 29 étudiants accusés.» *La Presse*.
22 mars 2012

la stratégie de la mobilité par la politique du rester-là, rendant indistinguables l'occupation et l'interruption. Cessant de participer à la production de diplômés qui faisait d'eux des étudiants, les grévistes se reforment en bloc éphémère pour interrompre le fonctionnement de la métropole, bloquant tout ce qui peut être bloqué, c'est-à-dire tout lieu de circulation. Dix jours après le début de la grève qui en est déjà à 61000 débrayeurs, une manifestation arrive à paralyser le principal point d'entrée à Montréal, le pont Jacques-Cartier. En pleine heure de pointe, des milliers de banlieusards en voiture sont retenus par quelques centaines de grévistes. Rien de plus frustrant pour l'opinion publique, qui se braque immédiatement contre les «fauteurs de troubles»¹⁰. Le blocage d'un pont choque moins par son incidence économique que son impact symbolique, sa capacité à exposer les points sensibles de l'infrastructure métropolitaine¹¹. Montréal n'est-elle pas une île de 40 kilomètres, séparée de sa rive sud par seulement cinq ponts? Il suffit de bloquer une de ces entrées pour que les automobiles s'entassent de long en large pour former un immense bouchon, paralysant les artères de proche en proche, jusqu'à ce que la léthargie des flux n'étouffe la ville sous elle-même. Le blocage fait apparaître la ville comme pur passage, pure circulation de flux vers et hors des bureaux où l'on travaille d'arrache pied à faire circuler d'autres flux. Jamais la grève n'effraie autant que lorsqu'elle affecte ainsi la mobilité de la main-d'œuvre qui constitue la raison d'être de la ville. Le blocage des ponts causera une telle frayeur que les grévistes n'auront désormais qu'à dépêcher des manifestants appâtés aux abords du pont Jacques-Cartier pour que la police mobilise une équipe permanente à son entrée, pour tous les matins suivants.

10. Le Journal de Montréal titre «Chaos à l'heure de pointe»: coup de semonce de la campagne antigrève des médias, qui ne cessera de s'alourdir par la suite.

11. A l'hiver 2013, par exemple, le blocage du pont Ambassadeur dans le cadre du mouvement autochtone *Idle No More* révélera que près de la moitié du commerce canado-américain passe par ce pont reliant Windsor à Détroit.

LA RÉACTION MONTRE LES DENTS

Le 5 mars, le nombre de grévistes a déjà doublé, atteignant désormais 125 000 étudiants, et les carrés rouges se multiplient dans la rue. Mais si la grève est indéniablement en train de prendre, immanquablement la droite est en voie de s'organiser. Avec des leaders issus de l'aile jeunesse du Parti libéral, les étudiants de droite se coalisent dans le Mouvement des Étudiants Socialement Responsables du Québec (MESRQ). Leur principale action consiste à créer un groupe facebook, avec le carré vert pour étendard. Au lieu de s'en tenir à une tactique classique d'écrasement des grévistes, ils orchestrent une campagne psychologique visant à se montrer comme les véritables victimes de la grève. Se disant victimes de harcèlement, se plaignant de ne pas oser prendre la parole en AG à cause de l'intimidation, ils capitalisent sur toute démonstration d'agressivité à leur égard. La campagne gouvernementale de lutte contre l'intimidation dans les écoles bat justement son plein, et les pleurnicheries des verts s'inscrivent opportunément dans sa trame. Malgré leur insignifiance numérique et organisationnelle, les médias leur offrent une exposition considérable. Si bien qu'Arielle Grenier, la représentante autoproclamée des carrés verts, est invitée à venir sur le plateau de *Tout le monde en parle* pour exprimer ses remontrances face au porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. L'entraînement préalable de ce dernier porte fruit, alors que la reine des carrés verts trouve le moyen de s'humilier toute seule avec sa célèbre formule: «Y'a personne au monde, pis cette personne-là est pas encore née, qui va m'empêcher d'aller à mes cours». Sa performance médiocre sera lourde à porter pour les antigrévistes, qui seront nombreux à se dissocier de l'individualisme abruti d'une porte-parole qui se dit libertarienne. À l'inverse, le charisme télévisuel de Nadeau-Dubois lui vaudra une popularité immédiate autant chez les adolescentes que les baby-boomers à la recherche d'une relève.

En dépit de cette bévée médiatique, les carrés verts peuvent compter sur la protection de tous les paliers du pouvoir, du gouver-

nement aux administrations scolaires. Sur ordre de la ministre Beauchamp, celles-ci envoient fréquemment des messages intimant aux enseignants de donner leurs cours. Entre autres, l'administration de l'Université de Montréal envoie, le 20 février, un e-mail à tous ses étudiants intitulé «L'UdeM maintient toutes ses activités», Après avoir défini le mouvement comme un «boycott», l'administration persiste à nier l'évidence:

Nous tenons à préciser que toutes les activités de l'Université de Montréal se poursuivent normalement. Les cours, les évaluations et toutes les activités pédagogiques se donnent comme à l'habitude et au moment prévu, que vos associations aient voté ou non en faveur de *la levée des cours*. Nous avons demandé à nos enseignants de se présenter en classe et de livrer leur prestation d'enseignement.

À Concordia, université anglophone de Montréal, ces menaces deviennent réalité lorsque l'administration convoque des étudiants un peu trop agités en conseil disciplinaire. Partout les autorités promettent d'annuler la session si la grève se prolonge au-delà d'une date limite, qui ne cessera du reste d'être différée. Au Cégep du Vieux-Montréal, l'administration opte plutôt pour le bon vieux lock-out, et verrouille toutes les portes de l'établissement jusqu'à nouvel ordre. L'association étudiante réplique en louant le local d'un ancien bar sur la rue Saint-Denis, à un jet de pierre de son cégep rendu inaccessible. Textes de loi en main, elle parvient à faire payer la moitié du loyer par l'administration du cégep, qui a l'obligation de fournir des locaux aux associations étudiantes. À quelques pas de là s'installe une Maison de la Grève, où auront lieu ateliers, discussions et repas collectifs. N'étant rattaché à aucune organisation syndicale ou étudiante, ce lieu cherche à se placer dans et hors la grève, sur son littoral, et à être l'espace de croisements et d'expérimentations collectives. Ces deux locaux servent deux façons différentes de base arrière, de lieux en bordures de la grève plutôt qu'en son centre.



LE LITTORAL

Ça faisait longtemps qu'on l'attendait, cette grève. Mais comment y prendre part sans s'isoler dans une posture d'extériorité critique, en vieux cons cyniques ? On était quelques-uns à partager une certaine allergie aux formes traditionnelles de la grève étudiante, comités mob, calendrier syndical et identité estudiantine. Mais on ne voulait pas pour autant simplement s'opposer au mouvement. Ce qui nous appelait, c'était plutôt l'envie d'investir pleinement la brèche ouverte par la grève. L'envie de se lier au mouvement, de l'embrasser. D'habiter ses contours.

On a donc pensé ouvrir une Maison de la Grève. Il fallait qu'existe un lieu hors des universités et des Ags. On a vite trouvé un local en plein centre, tout près de l'UQAM et du square Berri, avec une grande pièce, une cuisine et une mezzanine. C'était assez grand pour les soupers, un coin bibliothèque, des fêtes et des discussions. L'idée était de créer un lieu, de s'ancrer sur un petit morceau de territoire qui permettrait la rencontre de ceux qui se sentaient interpellés par quelque chose comme un faire-grève, qu'ils soient étudiants ou non. Un endroit où aller partager les dernières nouvelles, passer prendre une bière, un genre de base arrière. Ainsi se croiser, susciter de nouvelles configurations, peut-être accueillir des complicités nouvelles qui pourraient déboucher sur des alliances décisives : devenir un carrefour, le point de départ de nouvelles trajectoires. On ne voulait pas ouvrir un lieu qui dure, qui survivrait à la grève : il s'agissait de porter une attention, non pas à la Maison de la grève comme telle, mais au mode d'être qui s'y déploierait, aux relations qui s'y tisseraient. Un faire-grève dont il faudrait prendre soin.

On voulait se rencontrer d'une autre façon que par des étiquettes. La Maison de la Grève devait nous donner un espace pour se reconnaître par un autre biais qu'une identité partagée ou des revendications communes. Mais il ne s'agissait pas de dessiner les contours d'une « culture », encore moins de constituer une identité ou un groupe. Bien sûr, la question des modes de partage de nos quotidiens est apparue importante, ne pouvait pas

être mise de côté. Il y avait des permanences tous les jours, et une cuisine rendue rapidement opérationnelle, il y a eu beaucoup de repas collectifs et c'était possible de passer se faire un café ou un thé. Mais l'idée n'était pas tant de se rassembler autour de gestes ou de pratiques communes, qu'à travers l'exigence qui les fait naître et les oriente. Car ce n'est pas à quoi on s'oppose mais ce qui compte pour nous qui doit nous tenir ensemble: il s'agit de le cultiver en sa reformulation perpétuelle, selon un certain penchant que l'on partage. Ce commun, c'est justement le contraire d'une mise en équivalence. Tout ne se vaut pas.

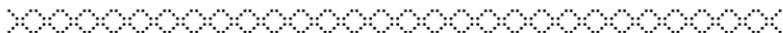
La Maison de la Grève se voulait enfin le lieu d'un recul, d'un temps long qui permettrait de ne pas sombrer complètement dans une agitation tournant à vide. Avec les revirements constants de situation, on se sentait très vite dépassés par ce qui se passait. La Maison de la Grève devait répondre à ce besoin de prendre du temps dans l'urgence, pour discuter, réfléchir ensemble au sens de ce qui était en train de se passer et des manières possibles d'intervenir. On y a donc écrit quelques tracts, mené quelques bons ateliers où les discussions alternaient entre immédiateté et profondeur des enjeux. Mais aussi, et c'est peut-être ce qui a été le plus riche en quelque sorte, de nombreux moments informels, apéros, bières post-manifs et autres rassemblements fortuits, où on a enfin pris le temps de souffler et de penser ensemble.

On est plusieurs toutefois à sentir que la Maison de la Grève n'a pas été à la mesure des attentes qui l'ont fait naître. On pourrait dire que ça a partiellement échoué à cause des attaques de la police, qui ont causé dès les premiers jours l'exclusion de 5 camarades qui n'avaient plus le droit d'y revenir ni de se voir entre eux. Non seulement ces arrestations ont miné le moral, mais en figeant la Maison de la Grève comme lieu surveillé, l'intervention en a repoussé plusieurs. Après, c'était plus difficile de s'y organiser et d'avoir des discussions précises sur ce qui se passait.

Le rythme effréné des manifs, des actions et des allers-retours au palais de justice a aussi beaucoup pesé. C'est peut-être à ça que tient la désertion qui a affecté tous les lieux d'élaboration du commun: les occupations ont systématiquement échoué, les conseils de grève autonomes ont été délaissés, le Grenier, et plus tard les assemblées de quartier se sont essoufflées. On était appelés à toujours courir, à ne jamais se poser, au risque de se sentir

décalés. C'est peut-être ce risque qu'on n'a pas su prendre: on ne dira jamais assez l'importance de se doter d'un temps commun.

On peut affirmer sans trop hésiter que ce n'est pas le communisme qui a fait le propre de ce mouvement. Si la Maison de la Grève n'a pas été le lieu d'autant de croisements qu'on aurait espéré, ni du bouleversement des anciennes configurations, elle a pourtant contribué à susciter des rencontres et habiter la grève. À travers les repas, ateliers, discussions, réunions, mais aussi dans la place laissée à l'imprévu, de nouvelles amitiés se sont créées, d'autres se sont consolidées, comme autant d'alliances à prolonger. Car c'est sous l'angle d'une force pouvant lui survivre qu'on veut penser la grève. C'est cette exigence qui doit orienter notre manière d'épouser l'espace qu'elle a ouvert, d'habiter son littoral.



Alors que monte la tension sur les campus, les blocages se multiplient aux quatre coins de Montréal, attirant de plus en plus de répression. Le 7 mars, l'entrée de Loto-Québec est ciblée, mais la police arrive rapidement pour repousser les manifestants. Dans l'offensive, un éclat de grenade assourdissante atteint au visage un jeune cégépien, Francis Grenier, qui en perd l'usage d'un œil. Profondément affectés par cette blessure qui ne s'accompagne d'aucune excuse, les grévistes appellent à une vigile le soir même au carré Berri. Plusieurs centaines de personnes répondent à l'appel. La foule serpente les rues à l'improviste jusqu'au quartier-général du SPVM, et s'en prend à ses portes à l'aide de grilles métalliques -accompagnée du slogan de la soirée: «œil pour œil, dent pour dent!». On y assiste cependant à l'apparition d'une tendance aberrante: les paciflics, ces services d'ordre improvisé, où le pacifisme n'hésite plus à dénoncer, voire à s'en prendre physiquement au moindre casseur.

Répressif et brutal dès le début, le travail des policiers est la mise en pratique de la stratégie politique du gouvernement. Il est immédiatement clair que la relative tolérance devant les

débordements étudiants qui prévalait lors des grèves précédentes n'est plus de mise. Si d'ordinaire le SPVM prend certaines populations minoritaires comme souffre-douleur (sans-abris, jeunes immigrants, autochtones, etc.), avec la prolongation du conflit cette catégorie s'étend à quiconque cause le moindre désordre dans la rue. Plusieurs grévistes font alors l'expérience de la perte de «l'immunité citoyenne» qui leur permettait de ne pas tomber dans la catégorie des «crottés» pour lesquels la police n'a aucun compte à rendre ni droit à respecter. En retour, il y a certainement un lien de causalité entre cette extension de la répression et la contagion massive de la colère, lorsqu'il est devenu clair que le jeune étudiant pacifiste et le bon citoyen obéissant risquent les coups de matraque tout autant que les usual suspects que sont les jeunes immigrés et les anarchistes.

Au fur et à mesure de ses interventions, la police de Montréal prend les traits d'une milice paramilitaire, faisant régner son ordre et sa loi sans se soucier d'une quelconque imputabilité face à la population qu'elle est censée «protéger et servir». À mesure que le mouvement s'inscrit dans la durée, le pouvoir se retrouve de plus en plus dépendant de la force policière, ses autres outils répressifs étant déroutés les uns après les autres. Se voyant accorder carte blanche, les flics jouissent de laisser libre cours à leurs pulsions, et ne cachent plus leur plaisir de voir «détaler les gazelles»¹². Après tout, le droit de matraquer aveuglément, c'est leur «bonbon», presque un complément de salaire. Néanmoins, cette fâcheuse tendance des flics à frapper dans le tas est bien connue par quiconque a déjà participé à des manifestations politiques au Québec. La gestion des manifs se durcit depuis quelques années, les arrestations de masse sont devenues monnaie courante. Pour approfondir l'intimidation envers les milieux d'extrême-gauche, une escouade spécialisée du SPVM, le Guet des Activités des Mouvements Marginaux et Anarchistes (GAMMA) a notamment été créée en 2009. D'autre part, les milieux radicaux font régulièrement l'objet de pressions de la

12. Déclaration d'un flic anti-émeute sous le couvert de l'anonymat, dans le Journal de Montréal du 25 mai 2012.

part du SCRS (Service Canadien de Renseignement et de Sécurité), particulièrement depuis les Jeux olympiques de Vancouver en 2010.

ON VOIT ROUGE

Unilatéralement niée par le silence du pouvoir, le harcèlement des administrations et la brutalité policière, la grève apparaît bientôt comme une lutte acharnée pour sa propre existence. En résulte un sentiment d'urgence, où le temps se contracte en de courts segments de quelques jours, après quoi la situation doit être réévaluée selon de nouveaux paradigmes. D'où cette impression d'étonnement constant, où le mouvement semble échapper à tout le monde, jusqu'à ses propres protagonistes. La violence qui fuse, loin d'étouffer la grève, engendre des affects nouveaux, fait parler des inconnus, les forçant à prendre parti, voire à prendre part. Rapidement apparaissent des groupes d'action extérieurs aux étudiants, qui se réclament du mouvement: «Parents contre la hausse», «Profs contre la hausse», «Têtes grises contre la hausse», «Infirmières contre la hausse», etc. Ces groupes forment autant de comités d'action autonomes qui multiplient les points d'entrée dans la lutte. Ce foisonnement de collectifs va participer à donner l'impression d'un incroyable élargissement du mouvement, créant l'image d'une vague qui déferle sur le Québec.

À ce point, les ministres ne peuvent plus se déplacer au Québec sans qu'une action leur rappelle l'existence de la grève: une manif devant les bureaux du ministre des Finances à Victoriaville le 14 mars, une autre le lendemain à Montréal, une manif régionale à Rimouski et un «marathon musical» organisé par des étudiants en musique. Ces initiatives montrent d'emblée la prolifération d'actions très locales simultanément aux actions plus massives et coordonnées. En vrac, quelques actions du mois de mars relayées sur le site de la CLASSE, lancées par quelques personnes, un collectif ou une association étudiante:

On se bouge en rouge au Musée et à la bibliothèque¹³/Line faites des devoirs¹⁴/Appelons nos élus (harcèlement par téléphone)/La Marche silencieuse¹⁵/Chorégraphie pour la marche funèbre/Danse Ta Grève/Occupons le quartier des spectacles¹⁶/Opération carré rouge¹⁷/Manifestation internationale pour le droit à l'éducation/Manifestation sur le campus de l'UdeM: le mouvement prend de l'ampleur/Manifestation dans Montréal-Nord/Action surprise à l'UQAM/Pour que la HAUSSE prenne le CHANT: venez chanter avec nous!/Manifaction: Augmentons la pression! Bloquons la hausse!

Le 8 mars, une manifestation féministe souligne les effets sexistes de la hausse des frais, et tourne à l'affrontement lorsque des nationalistes essayent de prendre la tête du cortège. Le soir du 12 mars, la Nuit de la Création tente une alternative à l'occupation, en s'appropriant temporairement l'UQÀM, le temps d'un festival délirant. Une semaine auparavant, l'administration avait prévenu qu'elle empêcherait l'événement de se tenir, et les portes de plusieurs édifices seront verrouillées. Mais la Nuit de la Création en profite pour s'installer dans la rue Sainte-Catherine, grande artère du centre-ville. On sort des meubles, on chante, on dessine. Une fois partie en manifestation sauvage, la foule enivrée essaie de prendre l'Hôtel de

13. «L'idée c'est d'arriver au compte-gouttes entre 18 h 30 et 19 h 30 pour ne pas alerter la sécurité de la bibliothèque. Demeurons courtois et pacifiques! Vous entrez, vous allez vous choisir des livres puis vous allez vous posez dans les fauteuils ou parterre près des fenêtres au 1er étage. Puis, on lit jusqu'à 21 h 30».

14. «En référence à Line Beauchamp, les étudiants déposeront 75 boîtes d'études qui démontrent que la hausse des frais de scolarité de 1625\$ aura de graves impacts.»

15. «À la sourde oreille des têtes dirigeantes nous opposons notre mutisme. Il n'y a plus de mot pour crier notre désaccord».

16. «Les étudiants et étudiantes de Littérature comparée de l'Université de Montréal vous invitent à venir occuper le quartier des spectacles. Cette occupation pacifique se veut avant tout festive et artistique. D'ailleurs, il y aura la possibilité de vous exprimer sur place via un micro ouvert. Préparez un discours, une chanson ou un numéro. Le but est simple: être visible auprès de la clientèle du milieu artistique et de lui montrer comment cette hausse aura un impact sur l'art québécois.»

17. «Si vous êtes CONTRE la hausse des frais de scolarité, [...] je vous invite à mettre un carré rouge (une nappe, un drap, une pancarte...) sur votre balcon ou dans votre fenêtre, à la manière du référendum de 1995! Le carré rouge doit être partout! C'est un moyen pacifique, facile et significatif de montrer nos couleurs! Partagez cet événement au plus de monde possible pour que le mouvement se propage!».

Ville d'assaut. Le même soir, des personnes seront arrêtées devant la Maison de la Grève pour avoir consommé de la bière de l'extérieur. Le local est fouillé de fond en comble. Il s'agit de la première fois que déploie de tout l'appareillage policier et judiciaire que le pouvoir compte opposer à la grève, la première d'un traitement qui deviendra bientôt banal. Cet incident confirme la volonté d'écraser toutes les petites libertés prises avec la loi. Préfigurant une tendance qui ne cessera de s'alourdir, les personnes interpellées à la Maison de la Grève se verront imposer de lourdes conditions de remise en liberté: couvre-feu, interdiction d'approcher des personnes sous poursuites judiciaires, de participer à des manifs ou de fréquenter certains lieux. Plus tard, certains arrêtés seront bannis de l'île de Montréal et forcés à l'exil. Ces contraintes entendent isoler et couper de tout liens autres que familiaux les grévistes interpellés, faire sentir la présence policière au quotidien et surtout neutraliser des militants, soustraire des forces aux grévistes.

LE BAPTÊME DU FEU

Parmi l'enchaînement des actions, certaines dates se démarquent par leur importance. Notamment lorsque, suite aux violences policières encaissées depuis des semaines, la CLASSE appelle ses membres à participer à la manif du 15 mars contre la brutalité policière. Cette manifestation est organisée chaque année par le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP). Sa récurrence en a fait une tradition, sinon un rituel guerrier où s'évaluent les forces en présence. L'appel de la CLASSE redouble la publicité qui l'entoure, ce qui décuple le nombre de participants. Il va sans dire que les Fédérations étudiantes tiennent à faire savoir qu'elles déconseillent à leurs membres d'y participer. Contrairement aux années précédentes, le nombre record de manifestants rend caduque la tactique habituelle des arrestations de masse. Lorsque la police coupe les cortèges, ceux-ci ne se dispersent que pour mieux se reformer ailleurs, de sorte que le centre-ville entier est sillonné par des dizaines de défilés. C'est la première fois qu'apparaît cette

impression, qui deviendra régulière par la suite, que la manifestation est partout et nulle part en même temps. Vitrites brisées, voitures de police saccagées et gros riches pris à partie dessinent l'autre face de la grève: celle qui veut en découdre.

Avec l'ampleur de la manifestation du 15 mars, il devient clair qu'une surenchère s'installe, au-delà du déroulement prévu par les organisations étudiantes. Progressivement, la ligne de partage se déplace de l'opposition entre étudiants et gouvernement vers une fracture entre l'ordre et le désordre. Si l'opinion publique est prompte à s'outrer des violences réservées aux étudiants, c'est le plus souvent pour en attribuer la responsabilité aux «casseurs» qui auraient à chaque fois parti le bal. Conformément à la tradition qui depuis la Commune de Paris présente les «provocateurs» comme des étrangers, on ne cessera pendant la grève de 2012 de décrire les casseurs comme des parasites infiltrant le corps étudiant. La tension qui se met à jour provoque une polarisation croissante du tissu social. À la mi-mars, la grève est déjà traitée par les médias comme un «enjeu de société»; ce n'est qu'une question de temps pour qu'elle devienne une «crise sociale». Ce caractère critique de la situation se renforce avec chaque action étudiante, tandis que le pouvoir demeure tout à fait muet. Le 20 mars, des autobus amènent des grévistes au pont Champlain. Après avoir bloqué la circulation pendant une heure, une partie prend la direction du centre-ville à pied. Toutefois, ceux qui remontent dans les autobus seront aussitôt arrêtés par la SQ et emmenés au poste pour identification. Des chroniqueurs de droite en viennent à réclamer la tolérance zéro et des peines de prison pour la moindre perturbation. La ministre Beauchamp accuse le blocage «d'écoeurer les travailleurs qui paient leurs études» et de vouloir leur refiler «toute la facture»¹⁸. Car «dans une société», on en est toujours à une facture près. Quant aux Fédérations étudiantes, elles commencent à s'assurer une retraite. Lorsqu'elles appelleront à une action à l'entrée du pont Jacques-Cartier pour y déployer une banderole, elles en profiteront

18. «Droits de scolarité: les étudiants poursuivent leur lutte, la ministre s'impatiente», *Radio-Canada*, 20 mars 2012.

pour se dissocier poliment du blocage: «pour nous, le but n'est pas de bloquer quoi que ce soit. Nous, on avait une bannière devant le pont Jacques-Cartier pour informer, et non pour bloquer.»¹⁹.

L'unité du mouvement n'est pas pour autant remise en question, puisqu'arrive la date «historique» de la manifestation nationale du 22 mars, première démonstration de l'ampleur de l'appui au mouvement. Reprenant la date de commencement du mai 1968 français, la manif du 22 mars fait converger les syndicats étudiants, les syndicats de travailleurs et les groupes communautaires, attirant plus de 200 000 personnes: le plus grand rassemblement de l'histoire du Québec. Une bonne partie de son esthétique est assurée par l'École de la Montagne Rouge, collectif d'étudiants en design, qui produiront pour l'occasion des affiches, dont celle qui donnera au mouvement sa marque de commerce: le «printemps érable». Mais la manif du 22 offre surtout l'occasion d'un grand carnaval. Outre les carrés rouges portés en pancarte, en banderole ou en maquillage, les déguisements de toute sorte fleurissent sous une température exceptionnellement chaude. On y remarque également un envahissement considérable de la culture web, plusieurs pancartes reprenant des détournements, les memes²⁰, ou les déclarations choc d'un réac' dans les médias de masse. Le 22 mars marque l'apogée de la première séquence de la grève, après laquelle il ne sera plus possible de décrire le mouvement comme minoritaire. Devant le retentissement international du rassemblement, les médias commencent à hésiter à le mépriser totalement:

Les étudiants ont joué la game. Ils ont fait une manif intelligente, disciplinée et festive qui n'a accouché [...] d'aucune casse ou arrestation. [...] si le gouvernement s'entête dans son silence paternaliste, il devra au minimum partager la responsabilité des vitrines brisées. S'il s'entête à ne pas discuter, au cours des prochains jours, il enverra ce message: être gentil, être ludique, ça ne donne rien.²¹

19. «Les usagers du pont Champlain pris en otage», *Canoë*, 20 mars 2012.

20. Images numériques auxquelles on rajoute des commentaires et des vignettes humoristiques avec des moyens informatiques rudimentaires. Sérialesées, les memes se propagent de manière virale sur internet.

21. «Impressionnant», Patrick Lagacé, *La Presse*, 23 mars 2012.



NOUS BLOQUONS POUR AVANCER

Dans cette ville où la folie ne peut être qu'individuelle – de l'itinérant qui gueule son désespoir, à ton propre mal de vivre –, c'est la neutralisation qui prévaut. L'enfermement dans un institut psycho-pacifiant dépend de ta capacité à réprimer tes propres hurlements, à les conserver à l'interne.

Dans cette ville où le froid gèle les débordements et nous «freeze» dans l'apathie généralisée et où le printemps n'arrive à révéler que des odeurs de marde, ça a pourtant fini par arriver: La folie est devenue générale.

Nous croyions tous, selon les dires de l'élite planificatrice de la CLASSE, que la grève se terminerait à la mi-mars, pour la simple raison que les fédérations avaient prévu leur unique manifestation le 22 du mois. Il y avait une case à l'agenda prévue à cet effet, il était inconcevable qu'elle déborde du board game conçu par les stratèges: les fédérations étudiantes allaient serrer la main à Line Beauchamp, chacun allait rentrer chez soi, et on se serait revu en 2015 pour une grève sociale. «Les dés sont pipés» comme dirait l'autre. Pourtant, les cases vides de la planche de jeu ont été remplies par des séries d'initiatives autonomes, qui ont marqué une nouvelle phase dans la grève: le free for all, ou le gros party. Blocage du pont Jacques-Cartier, manif action à Loto-Québec, blocage du pont Champlain, blocage du dépôt de la SAQ, blocage du port de Montréal (à trois reprises), blocage de la banque nationale, et j'en passe. À mesure que la CLASSE se taille une place dans l'espace médiatique, se présentant comme seule instance discursive des grévistes, elle perd en même temps le contrôle sur ce qui est supposé construire sa rhétorique. Sur le site «bloquons la hausse», nous pouvons sélectionner, à la carte, les actions

auxquelles nous voulons participer au cours de la journée, de la semaine. Les blocages donnent un rythme et une texture à la grève, c'est à partir de ce moment que nous commençons le remodelage urbain, faisant de la rue notre terrain de jeu, du mutisme notre discours et de l'urgence notre mode de (sur) vie.

La cadence se maintient (on avance, on avance, on recule pas)

D'action en action, sociopathes, têtes brûlées, racailles – pour la plupart étudiants –, se lèvent à six heures tapantes, à chaque jour, pour démanteler cette fiction que l'on a déjà appelé société. Ce printemps, dont on nous dit qu'il est l'éveil de tout un peuple, nous le voyons porté par une minorité agissante formée de petites bandes criant au visage de chaque québécois générique: on n'en veut pas de votre monde. On ne veut pas que tout fonctionne, tout ne fonctionne pas. On veut que tout ça arrête. Il faut que ça arrête. Paradoxalement, nous voulons figer le cours des choses mais nous n'arrivons jamais à prendre le temps, nous parvenons seulement à nous laisser prendre par le temps.

Au rythme de trois manifestations par jour, une action chaque matin et la répétition des beuveries du soir, nous découvrons le processus par lequel nous nous transformons en machines de guerre, l'épuisement nous poussant à aller toujours plus loin. Nos limites se dissipent à mesure que notre subjectivité se laisse submerger par la fatigue et par le sentiment que le désir, la folie devenue commune se mute en puissance. Chaque jour est une victoire, chaque soir est le grand soir, de par le simple fait que nous décidons de ce dont le Québec tout entier parlera le lendemain matin.

Mégalomanes

À six heures du matin, pendant que les gens se rendent au travail, nous nous réunissons dans divers coins de la ville, selon l'information que nous avons eue, dépendamment du lieu où nous nous trouvions la veille. Nous marchons vers une destination inconnue, pour commettre quelque chose dont nous ignorons encore la nature, nous laissant guider par les éclaireurs qui nous indiqueront quand nous devons nous couvrir le visage et foncer. Une transe nous enivre, nous sommes explosion – fragmentation. Fusion. Puissance.

Imprévisibles. Invisibles. Invincibles.

Nous cherchons la puissance, mais aussi un horizon qui se révèle de plus en plus bloqué. La seule réponse obtenue, celle de la répression, est de plus en plus forte et impitoyable. Les moments de puissance, les « On les a fait reculer », « On a fait capoter deux porcs en bicycle », « Ils avaient perdu le contrôle », « Ils ont dû appeler la SQ », « On a tabassé un flic », sont espacés par des milliers de tickets, de journées et de nuits passées au poste, de camarades exclus de l'île, du poivre et des bombes, des rangées

d'anti-émeute en surnombre. Face à l'intensification de la répression, en réponse à quelques montées de notre puissance, nous n'avions d'autre choix que de nous armer, nous protéger, pour pouvoir continuer. Se grouper, former une ligne devant leur armure n'est plus suffisant. J'ai encore l'image de ce corps qui s'effondre devant moi comme un chiffon. Il n'avait que son corps. « Il a mis du stock de hockey et il a été arrêté: les policiers lui ont défoncé les côtes en vargeant à cinq sur lui ». Refuser de s'armer pour se protéger de cette boucherie, c'est nier la résistance brutalement réelle du système qui s'exerce directement sur nos chairs. Elles sont mutilées, aspergées, intoxiquées, immobilisées. On les disperse par des « interventions chirurgicales », on sépare les bons des mauvais manifestants. Dans nos têtes, on nous isole de plus en plus. Ils savent. Comment me rendre au point de rendez-vous ? Comment me changer ? Comment réintégrer la foule qui me rejette, de la même manière qu'un corps rejette une transplantation mal effectuée, qui me livre aux mains des policiers en disant: elle a tenté de s'organiser contre la violence de l'État. Cette foule ennemie fascinée par son propre reflet reproduite mille fois sur tous les écrans, qui croit qu'elle se doit d'être belle et inoffensive. Les poules pas de tête n'ont pas de face

Nos corps servent d'armes, notre seul outil dans cette guerre. Un corps, en fait, c'est solide. Pour créer la guerre et la maintenir, il est nécessaire de devenir JUSTÉ un corps. Plus nous bloquons, moins nous réfléchissons. En fait, on ne réfléchit plus qu'en termes tactiques, sur quel coup on portera demain, comme des criminels. Des hors-de-la-loi du quotidien et du temps. Il ne faut surtout pas penser aux risques, aux conséquences. Le fait est que dans l'action directe, il est impossible de revenir en arrière; il est toujours trop tard. Il faut toujours courir en avant pour rattraper notre retard sur les événements, sur le temps. Pour que la riposte soit à la hauteur de l'offense. L'action directe c'est du corps à corps. Corps allié contre corps ennemi – camarades contre flics, un grand flamenco déchaîné. Nous nous laissons porter par cette transe, nous ne regardons plus en arrière, nous ne pensons plus à soi. Quand la transe nous prend, on en oublie nos visages et nos noms.



